

Rahim Dhrolia a grandi en RDC. Diplôme de troisième cycle à la Schulich School of Business (Canada) en poche, et après avoir commencé dans la ferme agricole Terra SPRL avec 30 hectares, aujourd'hui, l'objectif est d'atteindre 5 000 hectares de maïs, nourritures de base des Katangais. Avec une vision de « Farm to Table » F2T, le groupe a décidé d'installer la première minoterie industrielle à Lubumbashi dans la province du Katanga, poumon économique de la RDC. Entretien



AfricanMilling
CompanyCongo

UNE TERRE FERTILE



Partagez-vous l'avis, rencontrés chez les politiques et les chefs d'entreprise, selon lequel l'agriculture peut remplir un rôle de transformation au Katanga et en RDC ?

Un argument, un seul : la RDC a beaucoup de terres, elle pourrait nourrir l'Afrique. La terre est très fertile ici et qui plus est, nous avons beaucoup d'eau. Quand j'observe des pays comme Israël, qui n'ont pas d'eau, mais qui sont très performants en matière d'agriculture, je crois sincèrement que notre avenir est très prometteur. Je pense que le gouvernement, et surtout le pays tout entier, a compris la nécessité d'une agriculture forte. Au cours des dix dernières années, les efforts se sont concentrés sur le secteur minier, sur le cobalt, le cuivre. Aujourd'hui, on se rend compte que ce centre d'intérêt est en train de se décaler. Les investisseurs se tournent maintenant vers le Congo comme étant une destination de choix dans l'agriculture.

Pourtant, cette prise de conscience semble bien récente !

En fait, l'agriculture a longtemps été le pilier de l'économie. Si on regarde les données historiques, on peut voir que le Congo a pu être un exportateur net de café, de caoutchouc et d'autres produits agricoles. Aujourd'hui, l'agriculture est la priorité numéro un du gouvernement. En 2012, le Président a signé un Code de l'agriculture pour soutenir toutes les sociétés agricoles de production et de transformation en leur offrant des avantages, des allègements fiscaux et la protection des investissements. C'est cette politique positive et proactive de la part du gouvernement qui encouragera les investisseurs et les populations à se tourner vers l'agriculture. Voyez ce qui se passe en Inde ou en Israël : ils ont les meilleurs systèmes et les meilleures technologies pour l'agriculture. Si nous parvenons à importer

leur savoir-faire et à tirer des leçons de leur expérience, nous serons en mesure d'augmenter considérablement la production et les rendements, tout en faisant progresser la chaîne de valeur.

Au Katanga, aujourd'hui, il existe peut-être plus d'une quinzaine d'exploitations agricoles commerciales. Quand je suis arrivé ici, on en comptait peut-être deux ou trois. Prenez la route de Kasenga, vous serez surpris par la taille imposante des quelques exploitations que vous apercevrez !

Elles existent en partie grâce au gouverneur du Katanga qui a encouragé les entreprises à investir dans l'agriculture et à fournir à la population une source pérenne de nourriture. Néanmoins, le Katanga est toujours en situation de pénurie, de près de 1 million de tonnes. Mon exploitation produit 10 000 tonnes environ, si bien qu'elle ne contribue qu'à 1 % des efforts nécessaires pour résorber cette pénurie.

Quel a été le plus grand défi que vous avez dû surmonter ?

Les finances. Au début, nous avons pensé que des institutions externes nous apporteraient du soutien, mais tel n'a pas été le cas. Si bien que pour ce projet, il nous a fallu trouver une autre solution financière qui nous a pris plus de temps que nous ne l'avions envisagé à l'origine. L'autre difficulté a consisté à trouver un fournisseur. Il n'existe pas de producteurs locaux pour les apports agricoles : tout est importé, ce qui nécessite du temps, et de l'organisation. Si j'ai besoin d'un tracteur en juin, je dois le commander en décembre et laisser suffisamment de temps pour qu'il soit fabriqué, ce qui prend un ou deux mois, ensuite il faut tenir compte du temps pour l'acheminer ici, si bien qu'avec un peu de chance, on peut le recevoir en mai. Bien sûr, nous avons toujours la possibilité de le commander en Afrique du Sud, afin de réduire les délais d'exécution, moyennant un léger surcoût.



Vous êtes également exposé aux fluctuations de prix ?

C'est pourquoi nous avons décidé d'installer une minoterie. Quand on se contente de cultiver du maïs en tant qu'agriculteur, surtout ici où le marché est très informel, on en vient d'une manière ou d'une autre à spéculer, dans l'espoir que les prix augmentent. Mais pour nous, il ne s'agit pas ici de parier sur des hausses ou des baisses de prix. Ce que nous voulons, c'est construire une entreprise durable. Et c'est pour cela que nous nous sommes mis à remonter la chaîne de valeur, pour être à la fois un producteur alimentaire et un transformateur alimentaire : c'est bien là notre vision.

Et votre ambition à long terme ?

Elle est simple : nous voulons développer notre entreprise pour qu'un jour, nous fournissions nos produits dans tout le pays et devenir acteur incontournable dans le domaine de l'approvisionnement en denrées alimentaires pour le Congo. Personnellement, je suis passionné par le secteur dans lequel je travaille et par l'impact que nous avons. Nous sommes une source d'emplois et, ce qui compte encore plus c'est que peu importe la quantité de cuivre ou de cobalt que le pays peut exporter, au bout du compte si la population a de quoi manger, nous serons capables de faire beaucoup plus que cela en tant que pays.

Donc, vous avez l'impression d'avoir une responsabilité sociale ?

Il n'y a pas de doute que notre travail a un impact social sur la population. Et l'agriculture ne se limite pas à pourvoir des denrées pour aujourd'hui. Quand on forme un agriculteur à la manière de planter un semis, il fera passer ce savoir à ses enfants. L'agriculture n'est pas une activité d'une seule génération, c'est une activité de deuxième et de troisième génération. Donc, notre idée, c'est que nous voulons leur donner non seulement le don de la nourriture,

mais aussi le don de l'élevage ou le don de l'ensemencement, si bien que notre entreprise couvre beaucoup de domaines. Vous voyez, si notre société peut aider à former 100 agriculteurs aujourd'hui et s'ils forment leurs familles, non seulement ils apprennent un nouveau métier, mais aussi et surtout, ils constituent un patrimoine. C'est bien là notre vision : notre ambition n'est pas seulement de devenir une grande entreprise agricole, mais nous voulons créer avec l'aide du gouvernement une culture de l'agriculture dans le pays. Et aussi permettre à tout le monde d'avoir de la nourriture.

Que peut-on faire de plus pour l'encourager ?

J'ai parlé du rôle du gouvernement. Une autre façon d'augmenter les rendements passe aussi par l'utilisation des technologies. Sans compter la question de la formalisation du secteur. La première étape consiste à créer une coopérative : quand on rassemble 10 000 agriculteurs du Katanga, avec le soutien du gouvernement, il est possible d'obtenir des intrants subventionnés, comme des semences et des engrais. Nous les formons en leur montrant les meilleures méthodes de culture et à côté de cela, nous nous engageons à acheter leurs produits à un prix équitable, en créant ainsi une place commerciale. Dès lors, les agriculteurs peuvent se procurer eux-mêmes les semences et les engrais dont ils ont besoin et le cycle est ainsi enclenché. Et quand je parle de technologies, je parle des améliorations à apporter aux processus, comme en termes d'irrigation. Je suis d'accord que l'Afrique a beaucoup d'eau, et surtout le Congo. Pourtant, beaucoup de gens, y compris des agriculteurs, ne peuvent pas accéder à ces réserves d'eau. Et il faut aussi que nous devenions moins dépendants d'une agriculture pluviale, surtout en ces temps de changement climatique. Il nous faut devenir bien plus efficaces, améliorer l'irrigation, augmenter le nombre de récoltes par an, en utilisant des techniques qui sont connues et largement disponibles. ■